

# Appel contre la répression des mouvements sociaux en Grèce

liberation.fr/debats/2018/11/27/appel-contre-la-repression-des-mouvements-sociaux-en-grece\_1694566

27 novembre 2018

Tribune

Par Un collectif , de politiques et de personnalités civiles – 27 novembre 2018 à 18:08



Un professeur face à la police lors d'une manifestation contre les réformes du service public, à Athènes, le 22 juillet 2013. Photo John Kolesidis. Reuters

En plus de l'austérité imposée aux Grecs depuis huit ans, le gouvernement Syriza met en danger les libertés civiles du pays en réprimant personnalités politiques et militants.

Appel contre la répression des mouvements sociaux en Grèce

**Tribune.** La crise grecque ne fait plus la une des journaux, mais le peuple grec continue de souffrir de l'austérité implacable qui lui est imposée depuis plus de huit ans. Ceux qui s'opposent aux politiques des memoranda sont confrontés à une répression croissante. Les actions contre les saisies et la vente aux enchères des logements sont

particulièrement prises pour cible. A la suite des diktats des créanciers à la Grèce, le gouvernement Syriza a considérablement intensifié, au cours des deux dernières années, la pression sur les propriétaires endettés pour aider les banques privées à recouvrer leurs emprunts. Une législation spéciale a été adoptée en décembre 2017 qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à six mois de prison pour les opposants aux saisies. En outre, le gouvernement a déplacé les procédures de vente aux enchères des salles de tribunal vers une plateforme électronique activée par des notaires de l'intérieur de leur cabinet.

Depuis le début de l'année, des dizaines de militants à travers le pays ont fait l'objet de poursuites et plusieurs procès sont en cours. Parmi les personnes mises en cause, figurent Panayiotis Lafazanis, ancien ministre de l'Energie du premier gouvernement Syriza et désormais secrétaire d'Unité populaire, Elias et Leonidas Papadopoulos, tous deux membres fondateurs du réseau «Je ne paierai pas» ainsi qu'Elias Smilios, conseiller municipal de la région de Thessalonique. C'est la première fois depuis la chute de la dictature qu'un dirigeant d'un parti politique démocratique fait l'objet de poursuites judiciaires pour ses activités militantes. En outre, les poursuites à l'encontre de ces militants ont été engagées par une branche spéciale des services de sécurité, le Département pour la protection de l'Etat et du régime démocratique, qui n'a fait preuve d'aucune activité à l'encontre d'Aube dorée ou de tout autre parti d'extrême droite. Ces militants risquent des peines de prison pouvant aller jusqu'à huit ans et demi.

C'est un moment critique pour la démocratie et les libertés civiles en Grèce. Nous exigeons l'abandon des poursuites à l'encontre tous les militant·e·s du mouvement contre les saisies et ventes aux enchères des logements. Nous exprimons notre solidarité à tous les Grecs confrontés à la répression pour leurs actions en faveur des droits sociaux.

**Signatures collectives** : **CUP** (Candidature d'unité populaire), Catalogne ; **Union Syndicale Co.Bas**, Espagne; Groupe parlementaire de **La France insoumise**; **Habita** Association pour le droit au logement et à la ville, Portugal ; **ODG Observatoire sur la dette et la globalisation**, Espagne; **Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH)**, Espagne ; **Procés Constituent**, Catalogne ; **Sindicat de Llogaters i Llogateres** (Syndicat des locataires), Espagne; **Association des Locataires Witten**, Allemagne.

**Premiers signataires** **Gilbert Achcar**, politiste, SOAS, Université de Londres ; **Tariq Ali**, écrivain, Londres ; **Cinzia Arruzza**, philosophe, New School, New York ; **Alain Badiou**, philosophe, professeur émérite à l'ENS, Paris ; **Ludivine Bantigny**, historienne, Université de Caen; **Diego Borja**, ancien ministre de l'économie de l'Equateur ; **Noam Chomsky**, linguiste, MIT, Etats-Unis ; **Jorge Costa**, député, Bloc de Gauche Portugal ; **Sevim Dagdelen**, député au Bundestag, Die Linke ; **Fabio De Masi**, député au Bundestag, Die Linke ; **Irene Escorihuela**, Présidente de l'Observatoire DESC, Espagne ; **Sònia Farré Fidalgo**, députée En Comú Podem, Espagne ; **Teresa Forcades**, Procés Constituent, Catalogne ; **Heike Hänsel**, députée au Bundestag, Die Linke ; **Eric Hazan**, éditeur, Paris ; **Stefano Fassina**, député Liberi e Uguali, ancien vice-ministre des Finances de l'Italie ; **Pierre Khalfa**, Fondation Copernic, Paris ; **Stathis Kouvélakis**, philosophe, King's College Londres ; **Costas Lapavitsas**, économiste, SOAS Université de Londres ; **Frédéric Lordon**, philosophe et économiste, CNRS ; **Francisco Louça**, économiste, Université de Lisbonne ; **Jean-Luc Mélenchon**, président du groupe parlementaire de la France Insoumise ; **Manolo Monereo**, député, Podemos ; **Michaël Löwy**, sociologue, directeur émérite de recherche CNRS, **Eric**

**Toussaint**, CADTM, Belgique ; **Miguel Urban**, député au Parlement Européen, Podemos ; **Eleni Varikas**, Professeure émérite, Université de Paris 8.

[La liste complète des signataires disponible ici.](#)

[Un collectif de politiques et de personnalités civiles](#)

Après cet article

[En images](#)

[Chatila, toute la misère du monde](#)

[Dans le camp de Chatila, à Beyrouth, en novembre 2018. Créé en 1949 pour accueillir les réfugiés palestiniens, le camp accueille aujourd'hui les victimes des autres tragédies de la région ou les travailleurs migrants de pays lointains.](#)

- [23.11.18](#)

[Interview](#)



**Agnes Heller: Nationalisme, comment la Hongrie est tombée**

Figure de l'opposition au régime de Viktor Orbán, la philosophe explique le succès des «populismes» par la disparition des classes sociales et l'absence de récits collectifs susceptibles de concurrencer les discours nationalistes.

- [30.11.18](#)

[Récit](#)



**Au Honduras, les tueurs de Berta Cáceres condamnés**

La justice a désigné une compagnie hydroélectrique comme instigatrice de l'assassinat de l'écologiste indigène. Mais les vrais commanditaires ne sont pas inquiétés, dénonce la famille de la militante.

- 29.11.18

Libé matin



Nouvelles accusations contre Besson, PSG vainqueur, affaire Daval : l'actu de ce jeudi matin

L'actu MeToo (1). Cinq nouvelles femmes ont témoigné auprès du site Mediapart de gestes déplacés voire d'agressions sexuelles de la part du réalisateur Luc...

- 22.11.18

Tribune



Avant que Marseille ne s'effondre, un plan contre le mal-logement

Le quartier de Noailles, où plusieurs immeubles se sont effondrés, n'est pas le seul menacé à Marseille. Plusieurs associations et personnalités lancent un appel à l'organisation d'une conférence citoyenne début 2019.

- 02.12.18

Au fil de la journée



Philippe devrait recevoir chefs de partis et représentants des gilets jaunes

Au lendemain de scènes de guérilla urbaine à Paris, Emmanuel Macron a convoqué une réunion d'urgence à l'Elysée ce dimanche pour tenter de répondre au conflit des «gilets jaunes».

- 03.12.18

### urnes



## Coup de théâtre en Espagne : l'extrême droite entre au parlement régional d'Andalousie

Un petit parti d'extrême droite, Vox, a fait son entrée dimanche dans un parlement régional, une première en Espagne, en remportant 12 sièges aux élections en Andalousie et mis fin à la domination de la gauche dans la région la plus peuplée du pays, une gifle pour le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez.

- 21.11.18

### Religion



## Grèce : difficile divorce entre l'Eglise et l'Etat

Malgré un accord conclu en grande pompe entre le Premier ministre, Alexis Tsípras et le chef de l'Eglise orthodoxe, Mgr Iéronimos, la séparation entre l'Etat et son principal culte reste difficile à accepter pour de nombreux Grecs et leurs représentants religieux.

- 03.12.18

### Interview



## Gilets jaunes : «Une réaction à l'explosion des inégalités entre les super riches et les classes moyennes»

Pour la philosophe Chantal Mouffe, inspiratrice de La France insoumise, Macron incarne le stade suprême de la post-politique néolibérale : c'est pourquoi l'opposition ne peut passer que par la rue.

- 29.11.18

## No Kids ?



### Le contrôle des naissances, sujet miné depuis l'Antiquité

Aujourd'hui défendue par certains pour des raisons écologiques, la limitation des naissances avait notamment été théorisée par Malthus il y a deux cents ans.

- 26.11.18